

**COP21** La plupart des pays ont rendu leur copie sur le climat **P. 8**

www.la-croix.com  
**la Croix**

ENGIE

# Un budget 2016 sans relief

Le projet de loi  
de finances pour 2016  
présenté hier  
prévoit d'améliorer  
le déficit  
tout en poursuivant  
les baisses d'impôts  
déjà engagées

**P. 2-3**



PHILIPPE TURPIN/BENELUXPIX/MAXPPP

PLANETE  
**2015**

**LA SANTÉ  
POUR TOUS**

**P. 26-27**

**FRANCE**

Surveillance  
et écoutes,  
un arsenal  
renforcé

**P. 5**

**RELIGION**

Entretien avec  
Haïm Korsia,  
grand rabbin  
de France

**P. 18-19**

**Cahier central  
Livres&idées**

Jean Delumeau,  
le christianisme  
en espérance

**CULTURE**

Les folies  
contemporaines  
de lord  
Cholmondeley

**P. 21**

ÉDITORIAL

par **Dominique Greiner**

## Vases trop communicants

En présentant son projet de loi de finances 2016, le gouvernement a clairement affiché son effort de maîtrise des comptes publics. Seize milliards d'euros d'économies ont été

demandés aux administrations publiques. Un niveau supérieur à ce qui avait été initialement prévu dans le programme de stabilité mais encore insuffisant pour réduire le niveau de dépenses nettes de l'État qui continue d'augmenter.

Du côté des recettes, le gouvernement a inscrit dans le budget la baisse annoncée de 9 milliards de prélèvements pour les entreprises et de 2 milliards d'impôt sur le revenu des ménages. Au final, le déficit du budget de l'État devrait atteindre 72 milliards (3,3 % du PIB) fin 2016, soit un peu mieux que cette année, ceci en tablant, de manière optimiste, sur une croissance de 1,5 % l'an prochain. Pour mémoire,

les critères de Maastricht demandent un déficit public annuel inférieur à 3 % du PIB et une dette publique inférieure à 60 % alors que la dette française devrait atteindre 96,5 % à la fin 2016. Le rétablissement des comptes publics n'est donc pas pour demain...

Le détail des arbitrages entre ministères n'apporte pas d'informations capitales sur les grandes orientations que François Hollande entend donner au cours d'une année préélectorale. On peut néanmoins s'interroger sur la baisse des dotations au ministère de l'écologie, alors que le président de la République se fait le héraut de la cause environnementale, comme

ces derniers jours à l'ONU. On retiendra aussi que sur les 16 milliards d'économies demandés à l'administration, les deux tiers seront supportés par les organismes de Sécurité sociale (pour 7,4 milliards) et par les collectivités locales (3,5 milliards) qui font elles-mêmes face à des difficultés pour financer les aides sociales. C'est ainsi qu'avant-hier, l'Assemblée des départements de France (ADF) demandait à l'État une enveloppe d'au moins 700 millions d'euros pour compenser à court terme les dépenses en forte croissance du RSA à leur charge. Des millions qu'il faudra bien trouver, mais sans en priver d'autres personnes en difficulté.